



HAL
open science

Habitudes alimentaires et forme d'organisation territoriale innovante dans le PNR Queyras

Xavier Bletterie, Sylvie Lardon

► **To cite this version:**

Xavier Bletterie, Sylvie Lardon. Habitudes alimentaires et forme d'organisation territoriale innovante dans le PNR Queyras. *Lucrările Seminarului Geografic Dimitrie Cantemir*, 2021, 49 (2), pp.176-193. 10.15551/lsgdc.v49i2.02 . hal-04556839

HAL Id: hal-04556839

<https://hal.inrae.fr/hal-04556839v1>

Submitted on 23 Apr 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License



Habitudes alimentaires et forme d'organisation territoriale innovante dans le PNR Queyras

Xavier Bletterie¹, Sylvie Lardon²✉

¹ PNR Queyras, France.

² INRAE & AgroParisTech, UMR Territoires, Clermont-Ferrand, France.

Résumé. Une récente expérience a été menée dans le cadre d'un travail de terrain d'une promotion d'étudiants. Le projet alimentaire territorial (PAT) initié par le PNR Queyras s'appuie sur une diversité d'acteurs, têtes de réseaux tant institutionnels qu'associatifs. En complément, les étudiants sont allés à la rencontre des habitants du territoire Guillestrois-Queyras, pour connaître leurs pratiques d'approvisionnement alimentaire et leurs visions de l'agriculture de proximité (ACTERRA, Bletterie et Lardon, 2019). L'enjeu était double, recueillir les habitudes alimentaires des habitants et tester une méthodologie généralisable ensuite sur l'ensemble du territoire du PAT. Le nouveau regard porté sur ce territoire, qui combine un espace urbain autour de la petite ville de Guillestre et un espace rural de la montagne du Queyras, a mis en évidence la dimension fédératrice de l'alimentation et la façon dont une organisation socio-spatiale peut faire « commun » (Icéri et Lardon, 2019).

Mots-clés: Alimentation, agriculture, urbain-rural, développement territorial, montagne, Queyras.

Abstract. A recent experiment was carried out as part of a student fieldwork. The territorial food project (PAT) initiated by PNR Queyras relies on a variety of actors, heads of both institutional and associative networks. In addition, the students went to meet the inhabitants of the Guillestrois-Queyras territory, to learn about their food supply practices and their visions of local agriculture (ACTERRA, Bletterie et Lardon, 2019). The challenge was twofold: to document the eating habits of the inhabitants and to test a methodology that could then be generalized throughout the territory of the PAT. The new perspective on this territory, which combines an urban space around the small town of Guillestre and a rural space in the mountain of Queyras, has highlighted the unifying dimension of food and the way in which a socio-spatial organization *peut faire « commun »* (Icéri et Lardon, 2019).

Keywords: Food, agriculture, urban-rural, territorial development, mountain, Queyras.

CORRESPONDENCE :

✉ 9, Avenue Blaise Pascal, CS 20085, 63178
Aubière Cedex, France.

✉@ sylvie.lardon@agroparistech.fr (S.L.)

Introduction - Dynamiques de différenciation des territoires ruraux

L'alimentation devient structurante pour un ensemble d'enjeux territorialisés, où l'impératif d'une connexion plus forte entre acteurs devient fondamental, qu'ils soient issus des sphères publiques, du marché ou de la société civile (Lamine et al., 2012). L'alimentation est à l'interface de plusieurs secteurs, non seulement ceux liés à la production agricole comme cela était considéré naguère, mais elle ouvre vers les questions de santé, de justice sociale, d'environnement, d'éducation, de relocalisation de l'économie agricole, de recyclage des déchets, ... Elle appelle à de nouvelles modalités de gouvernance alimentaire territoriale (Billion, 2018). On peut émettre l'hypothèse que l'alimentation est un objet intégrateur de différents secteurs et des activités qui y sont associés et avec eux, les espaces de productions et de consommation, qu'ils soient ruraux ou urbains, et les acteurs dans la mesure où ils se mettent en lien à travers cet objet devenu incontournable (Lardon et al., 2017). Dans ce cadre, les territoires ruraux font figure de singularité et inventent de nouvelles façons d'intégrer l'alimentation dans le territoire.

En effet, les enjeux de maîtrise de l'étalement urbain, de sécurité alimentaire, de multifonctionnalité des espaces appellent à de nouveaux modèles de développement pour les territoires tant urbains que ruraux. Dans ces territoires, l'agriculture constitue des formes d'organisation différenciées qui présentent un potentiel de développement pour les territoires de projet (Lardon, 2015). Elles sont formalisées par les configurations socio-spatiales, caractérisant les relations à l'espace que les acteurs entretiennent pour leurs activités et la façon dont ils se coordonnent entre eux pour des actions collectives ancrées dans le territoire (Lardon et al., 2012). Nous faisons l'hypothèse que ces organisations socio-spatiales peuvent être envisagées comme une forme de commun (Ostrom, 2010), en rupture avec la standardisation de l'aménagement territorial et des solutions pour le développement territorial. C'est repenser le développement des territoires dans un dialogue entre différentes échelles. C'est reconnaître localement des ressources qui ont du sens globalement. C'est garantir le maintien et le renouvellement des structures matérielles et immatérielles d'un territoire (Di Méo, 1996). Bref, c'est porter un autre regard sur le potentiel de développement des territoires (Icéri et Lardon, 2019).

Ainsi, ce travail (ACTERRA et al., 2019) s'inscrit dans le cadre d'un Projet Alimentaire Territorial (PAT) initié et porté par le PNR du Queyras et le Pays du Grand Briançonnais depuis 2016. Ce PAT s'appuie stratégiquement sur une cellule d'acteurs locaux, têtes de réseaux, qui travaillent à construire une feuille de route au service d'une transition agricole et alimentaire sur le territoire (Bletterie, 2017). Cette feuille de route répond à des enjeux sociaux, environnementaux, économiques et de santé et doit permettre de revaloriser l'alimentation et le patrimoine alimentaire local¹. Les principaux objectifs de ce PAT sont le renforcement de l'accessibilité des produits

locaux, la structuration des filières, l'établissement d'une concertation entre le monde agricole, les élus, les acteurs du territoire et les citoyens pour permettre d'engager un travail sur le foncier agricole et la reprise des entreprises agricoles².

La méthodologie déployée est originale. Elle allie le jeu de territoire, démarche participative visant à construire une vision partagée des dynamiques du territoire et de ses enjeux (Lardon, 2013), avec l'usage des chorèmes et cartes à dire d'acteurs, pour recueillir les points de vue des habitants et pour rendre compte des formes d'organisation territoriale. Les chorèmes (Brunet, 1986) sont utilisés pour rendre compte des principes organisateurs de l'espace (Lardon et Piveteau, 2005). Les cartes à dire d'acteurs (Bonin et al., 2001) révèlent les pratiques des acteurs et leur donnent sens.

Dans une première partie, nous présenterons la spécificité du territoire, qui combine un espace urbain autour de la petite ville de Guillestre et un espace rural de la montagne du Queyras et amène les habitants à différencier leurs pratiques d'approvisionnement alimentaire. Dans une seconde partie, nous donnerons à voir la façon dont les acteurs locaux, parties-prenantes des enjeux alimentaires du territoire, envisagent de coordonner leurs actions, pour leur projet de territoire. Dans une troisième partie, nous discuterons les changements opérés dans le territoire, au prisme de la co-existence des modèles agricoles et alimentaires. En conclusion, nous reviendrons sur la capacité des territoires ruraux et ultra ruraux à innover dans de nouvelles formes d'organisation, qui pourraient bien être de nouveaux « communs ».

1. Un territoire contrasté, des habitudes alimentaires différenciées

Après une courte présentation du territoire étudié et de la méthodologie d'enquête, nous qualifions les pratiques alimentaires des habitants et synthétisons les formes d'organisation territoriale innovantes obtenues.

1.1. Un territoire fait de contrastes : urbain-rural, plaine-montagne, ...

Située dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, à l'Est du département des Hautes-Alpes, la Communauté de Communes du Guillestrois et du Queyras est inscrite dans le Parc Naturel Régional du Queyras (Figure 1). Composée de 16 communes à sa création avec une population totale de 8 184 habitants, cette collectivité territoriale est incluse dans le périmètre du Pôle d'équilibre Territorial et Rural (PETR) du Briançonnais, des Ecrins, du Guillestrois et du Queyras, dont le SCoT a été approuvé en 2017. Des fonds de vallées aux espaces d'altitude, cet espace est marqué par la diversité de ses paysages et par la variété des activités en lien avec les caractéristiques environnementales du territoire. Les pratiques agricoles varient entre les pâturages d'altitude pour l'élevage et les cultures maraîchères ou arboricoles plus en fond de

vallée. Le tourisme est également fortement représenté par les nombreuses stations de sports d'hiver, par les zones d'activités artisanales ou plus singulièrement par la présence de la Place forte Vauban à Mont-Dauphin, inscrite au patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 2008.

Les acteurs clés et les habitants du territoire ont été enquêtés par les auditeurs ACTERRA de façon à recueillir et spatialiser leurs habitudes de consommation alimentaires, d'une part sous forme de cartes à dire d'acteurs dessinées par les enquêtés eux-mêmes sur le fond de carte (Trimech et Lardon, 2021), et d'autre part sous forme de notes prises par les auditeurs lors de ces enquêtes. Les habitudes alimentaires des habitants du territoire, mises en évidence dans la centaine de cartes à dire d'acteurs collectées sur le terrain en trois jours et demi, à différents endroits du territoire du Guillemois-Queyras, ont été synthétisées sous forme de 17 fiches thématiques, qui ont constitué le diagnostic du territoire.

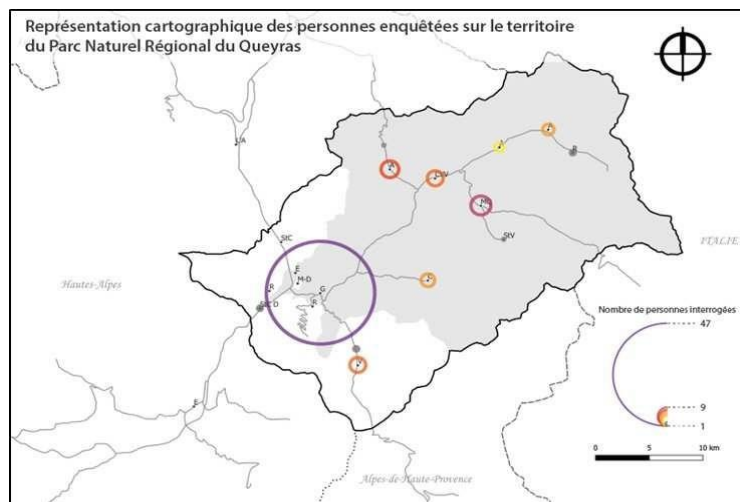


Figure 1. Fond de carte du territoire étudié et répartition des personnes enquêtées.

Source : Auditeurs ACTERRA, février 2019.

Avant tout, les habitants interrogés ont décrit leur territoire comme étant dynamique : les initiatives citoyennes sont nombreuses (associations, réseaux formels ou informels, échanges entre voisins). Les enquêtes ont ensuite révélé des problèmes de mobilité liée à l'enclavement du territoire et au barrage des routes de montagne liées à des glissements de terrain suite à de fortes pluies. Le troisième point important identifié grâce aux enquêtes concerne l'intérêt porté par les habitants pour la nourriture de qualité. Globalement, les enquêtés s'intéressent aux produits, à leur provenance et apportent de l'importance à leur alimentation (consommation locale et/ou bio, intérêt pour les produits du terroir, cuisine à partir de légumes provenant des potagers).

1.2. L'approvisionnement alimentaire des habitants et des touristes

Les habitudes alimentaires des habitants s'inscrivent dans différents gradients, selon les circonstances, les opportunités ou les contraintes.

- *Bio et local même combat ?* : les personnes sont à la recherche de produits bio (sans forcément s'interroger sur la provenance de ces produits) et/ou de produits locaux. On retrouve aussi des personnes opposées à la consommation de produits bio, pour qui seul le local compte.
- *D'une pierre deux coups* : les habitants se déplacent pour diverses raisons sur le territoire (travail, plein d'essence, rendez-vous chez le médecin, balades, etc.) et profitent de ces déplacements pour s'approvisionner en produits alimentaires.
- *Tous au marché* : les consommateurs sont à la recherche de lieux où sont rassemblés les produits "locaux" afin de faciliter leur approvisionnement. Par exemple sur les marchés, on retrouve les producteurs locaux regroupés de manière hebdomadaire en un même lieu.
- *Le parcours du consommateur* : des consommateurs s'approvisionnent à divers endroits spécifiques du territoire car ils sont à la recherche de produits précis qu'ils connaissent (fromage de telle fromagerie, viande de tel boucher, etc.).
- *Le bouche à oreille* : les personnes orientent leurs achats en fonction de leurs connaissances.
- *Efficace et pratique* : les personnes cherchent à limiter le temps passé à leur approvisionnement en produits alimentaires en utilisant les plateformes de type Drive, en faisant leurs courses en un lieu unique ou en se faisant livrer à domicile.
- *Achat collectif groupé* : l'on retrouve plusieurs types d'initiatives qui ont toutes pour but de faciliter l'achat de produits en commun, grâce à des modalités d'organisations diverses, formelles ou informelles comme l'approvisionnement en agrumes de Sicile ou les arrangements entre voisins pour descendre à Marseille.
- *Maintien du commerce local* : les personnes s'approvisionnent préférentiellement à la supérette ou l'épicerie du coin afin de maintenir l'activité de ces commerces dans le village.
- *Agriculture* : les agriculteurs ont des points de vente directe chez eux, en particulier les éleveurs qui fonctionnent avec l'abattoir local ou les maraichers.
- *Commerce* : les commerçants locaux, hébergeurs, restaurateurs, etc. ont des lieux d'approvisionnement différenciés, soit locaux, soit par des livraisons par centrales d'achat à distance.
- *Tourisme* : les pratiques alimentaires des touristes ressemblent à celles des habitants, qu'ils fréquentent des supermarchés ou des marchés de producteurs, qu'ils s'approvisionnent en produits locaux typiques du territoire, qu'ils

apportent leur nourriture d'ailleurs ou qu'ils repartent avec des provisions pour chez eux.

Ainsi, les formes d'organisation sont diversifiées, concentrées ou réparties, extérieures ou intérieures, formelles ou informelles. Elles dessinent le territoire selon son gradient d'urbanité et de ruralité, ses caractéristiques de plaine ou de montagne.

1.3. Les pratiques sociales et économiques des individus et des organismes

La dimension économique de l'alimentation, en particulier pour une relative autonomie alimentaire des familles, s'accompagne d'aspects plus sociaux, de partage ou de récupération

- *Potagers et poulaillers* : des habitants possèdent un potager et/ou un poulailler, ou sont adhérents à des potagers partagés ou poulaillers collectifs. Ils mangent ce qu'ils produisent.
- *Transformation de produits alimentaires* : les personnes qui ont un potager transforment les fruits et légumes récoltés en quantité en confitures et autres produits afin de limiter les gaspillages et afin d'aller vers l'autonomie alimentaire.
- *Stockage des produits alimentaires* : les habitants stockent les fruits et légumes de leurs potagers pour pouvoir en profiter toute l'année, ou achètent des aliments en grande quantité et les conservent afin de limiter leurs déplacements.
- *Solidarité* : il existe sur le territoire des modes d'échanges ou de dons à caractère social ou solidaire, comme les produits de chasse ou de pêche partagés entre amis ou comme les réseaux d'aide du Secours populaire et du Secours catholique.
- *A la ramasse* : des habitants récupèrent gratuitement les ressources disponibles sur le territoire : cueillette le long des chemins, glanage, récupération des invendus des magasins de produits bio ou d'hypermarchés, pratiques de chasse et de pêche.

Des organismes accompagnent ces pratiques, en lien avec la santé et l'environnement :

- *Éducation à l'alimentation* : différentes actions sont mises en œuvre par des organismes, afin de sensibiliser des jeunes publics et des citoyens à une alimentation saine et équilibrée, à la lutte contre le gaspillage alimentaire ou à l'engagement "Territoires zéro déchet".

Ainsi, plusieurs lieux individuels ou collectifs ancrent l'alimentation dans le territoire, que ce soient les jardins, les vergers ou les espaces de nature, mais aussi les lieux de formation ou de distribution.

2. Des enjeux intégrés, des actions collectives

Après avoir décrit la démarche de jeu de territoire, nous présenterons les visions partagées des acteurs locaux et les pistes d'action qu'ils proposent.

2.1. Un jeu de territoire pour se décaler

L'échange entre acteurs variés, élus et militants, techniciens et associatifs, professionnels et habitants, et la co-construction d'actions à la portée de tous, s'est avéré productif, dans le jeu de territoire organisé le jeudi 31 janvier de 18h30 à 21h00 avec 16 participants dans les locaux de l'auberge de jeunesse de Guillestre. Plus tôt dans l'après-midi, un moment d'échanges avec les habitants a été organisé avec pour thème : *Demain, quelle alimentation pour le territoire du Guillestrois-Queyras ?*

Les principes habituels du jeu de territoire, tels que la spatialisation (dessin collectif sur le fond de carte), la transversalité (fiches de jeu issues des pratiques et usages des habitants) et la participation (temps de parole réparti, que les acteurs soient des élus et institutionnels ou des habitants et associations) ont été respectés. Par contre, le temps court n'a pas permis d'approfondir et de spatialiser les scénarios, contrairement aux trois étapes classiques qui déclinent diagnostic, scénario et pistes d'action (Lardon, 2013) (Figure 2).

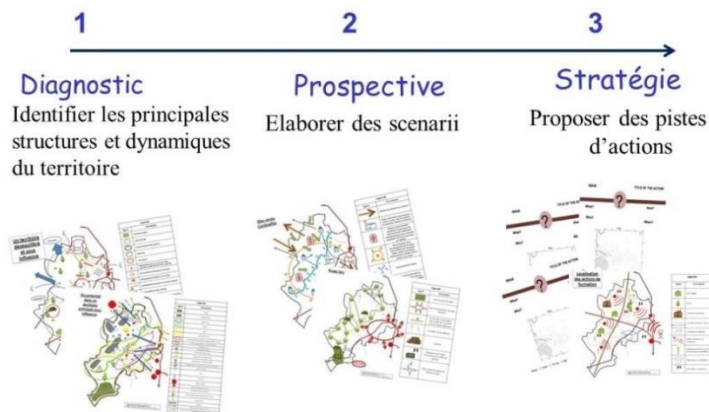


Figure 2. Les étapes du jeu de territoire

2.2. S'appuyer sur les dynamiques existantes ...

Le diagnostic qui donnait à voir les modalités d'organisation spatiale de l'approvisionnement et le lien avec d'autres activités telles que l'agriculture ou le tourisme a mis en évidence différents enjeux, tels que la solidarité intergénérationnelle ou l'éducation à l'environnement. Nous présentons ici deux exemples issus de deux tables de jeu.

Diagnostic table 2 (Figure 3)

Le Queyras est un territoire compliqué car il n'y a pas de disponibilité de terrains et, en plus, le climat est difficile. C'est un territoire isolé. En termes de pratiques alimentaires, il y a une idée de consommation responsable dans le Queyras, que ce soit bio, local ou de saison, cette notion est présente même s'il y a une vraie différence entre ce qu'on appelle le Queyras et le Guillestrois. En termes de déplacement, il y a un vrai problème de mobilité. Les habitants du territoire profitent d'un rendez-vous pour aller faire plusieurs courses alimentaires, notamment les habitants qui sont loin de Guillestre. Il y a également beaucoup de personnes qui ont des potagers et qui conservent leurs légumes dans des bocaux, pour l'hiver. Il y a cette idée de profiter de la ressource lorsqu'elle est disponible, de l'acheter en quantité puis de la conserver.

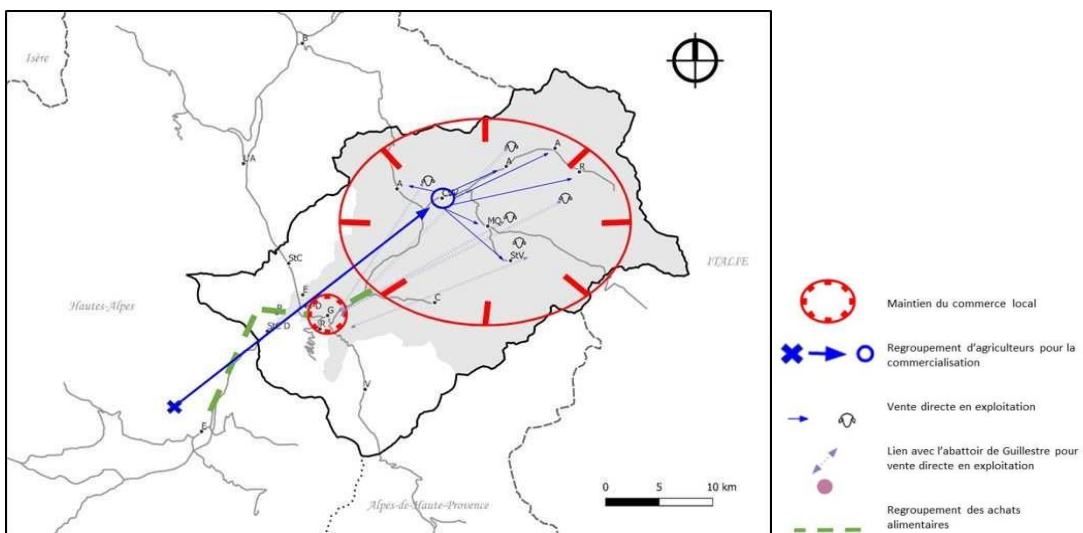


Figure 3. « Des territoires où il est possible d'être acteur de sa consommation alimentaire »

Diagnostic table 4 (Figure 4)

Il y a deux types de fractures entre les habitants : la fracture entre ceux qui s'approvisionnent dans les supermarchés et ceux qui vont dans les petits commerces, et la fracture entre le bio et le local. Ce sont plutôt des fractures de manières de penser plutôt que des fractures géographiques. En dehors de cette notion de fractures, les habitants échangent avec leurs proches et influencent leurs habitudes alimentaires (voisins, amis, famille). Ces échanges se font verbalement (échanges de bons plans) dans le Guillestrois tandis que les échanges sont plutôt physiques (trocs de produits) dans le Queyras. Une autre évolution des pratiques alimentaires se retrouve dans le fait que les habitants sont prêts à se déplacer dans différents lieux précis pour s'approvisionner et sont également prêts à vendre leur production dans un réseau de vente directe. On observe aussi une dynamique d'achats groupés et collectifs à

Molinès-en-Queyras et à Guillemestre. Par ailleurs, les touristes s'approvisionnent aussi en produits locaux, plutôt dans la partie Queyrasoise que dans la partie Guillemestroise.

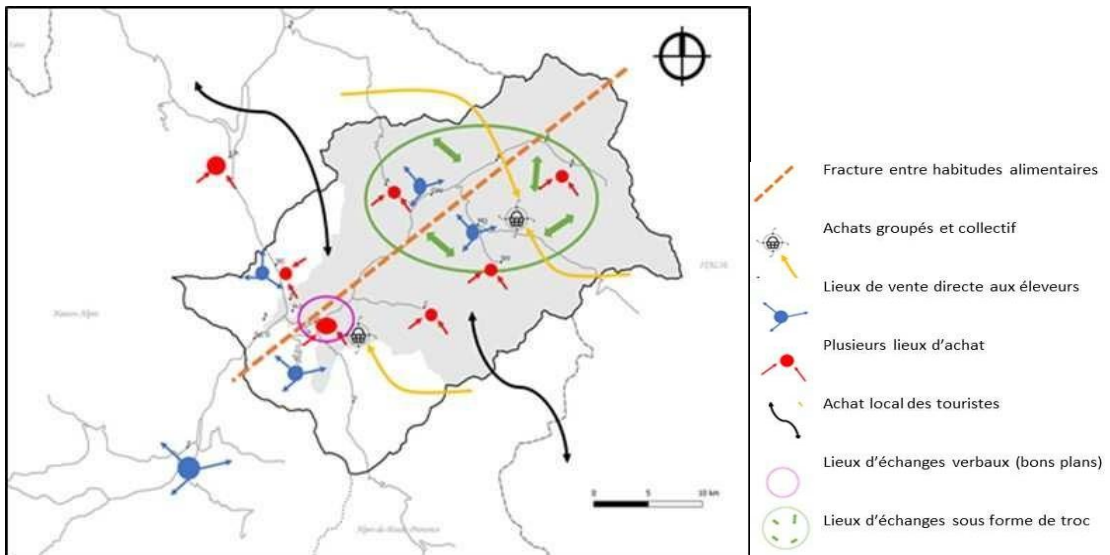


Figure 4. « Evolution et fracture des habitudes alimentaires des habitants du Guillemestrais-Queyras »

2.3. ... pour imaginer des pistes d'action innovantes

Dans le scénario imaginé par la table 2, tout le monde est redevenu un peu paysan. Une grosse partie du travail comme on le connaît actuellement disparaît, ce qui implique une transformation importante et ce qui nous incite à plus collaborer. Des liens de solidarités se créent, pas seulement grâce à Internet mais aussi par des échanges humains. Afin d'arriver à une économie soutenable, tout le monde se rééduque et consomme différemment. Le territoire du Guillemestrais-Queyras est avantagé car il est très enclavé donc ses habitants sont déjà habitués à des pratiques alimentaires locales. Une proposition est d'imaginer la mise en place d'un glanage organisé : une structure associative organisée à l'aide d'une charte mettrait en relation des glaneurs et des propriétaires et exploitants agricoles pour procéder à la collecte des denrées alimentaires non récoltées (vergers non exploités, restes après récolte, invendus, cueillette). Une autre proposition est de financer un "transformobus" (bus itinérant qui parcourt tout le territoire pour faire des ateliers de transformation). Le projet a pour but de mieux conserver les produits locaux et de créer du lien entre les habitants (conservation en groupe, ateliers, etc.).

Le scénario élaboré par la table 4 présente un territoire basé sur la complémentarité entre les apports du territoire Guillemestrais et les apports du territoire montagneux Queyrassais en termes d'alimentation et d'agriculture. Ainsi, des productions laitière et maraichère seraient relocalisées dans le Queyras, pour rendre

ce territoire encore plus attractif, y compris pour les habitants du Guillestrois. Il s'agit de miser sur les caractéristiques géographiques du Queyras qui est apte à produire des choses et de meilleure qualité, comme le foin. Tous ces points coïncident avec les attentes des touristes du Queyras (les Offices de tourisme ont actuellement beaucoup de demandes), qui accompagneraient le développement du territoire notamment par un développement massif de l'agritourisme. Les propositions d'action concernent l'installation et la reprise des exploitations agricoles, surtout en fond de vallée pour conforter les spécificités de production agricole de chaque territoire. Une autre piste est d'améliorer les relations consommateurs/producteurs par le repérage et le déblocage des lieux de vente direct, ainsi qu'une meilleure organisation des marchés. Rendre compréhensible à une part des habitants du Guillestrois que le marché, notamment en montagne, n'est pas exclusivement à destination des touristes. Il s'agit de faire de ces marchés une habitude pour les locaux Guillestrois. Une action serait de faire un marché majeur dans le Queyras.

2.4. Des enjeux interreliés ...

Les enjeux identifiés par les joueurs ont été de plusieurs ordres. Les étudiants en ont fait une synthèse (Figure 5).

Le premier enjeu est celui de *la déprise agricole*. L'agriculture apparaît comme un élément déterminant du système alimentaire local, alors même que les circuits de vente semblent bien organisés, qu'il n'y a pas de problème d'écoulement des produits locaux et qu'il existe une demande forte pour ceux-ci. La déprise est manifeste lorsque l'on recense le nombre de communes désormais sans agriculteurs, et elle s'explique de plusieurs manières : des terrains enclavés délaissés et un climat difficile, la difficulté de constituer une ou des associations foncières pastorales pour débloquer le foncier, le coût de maintien des prés de fauche. A cela s'ajoute un effet d'entre-soi où celui ou celle de l'autre vallée est malvenu, où se joue même un risque d'exclusion de producteurs désireux de faire évoluer leur itinéraire technique.

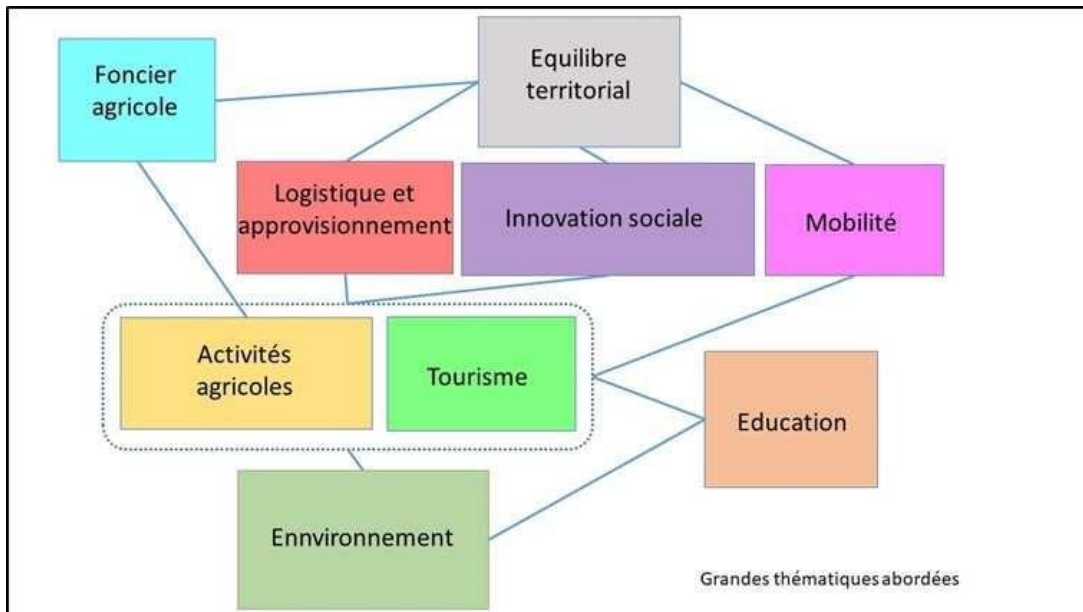


Figure 5. Les enjeux du territoire

Il s'avère pourtant que la demande en nouvelles installations existe. Dès lors, *le déblocage à la fois de certaines mentalités et du foncier* est en jeu. La demande soutenue en produits locaux de qualité (la boucherie-charcuterie de Montbardon), les capacités d'organisation (Maison de l'Artisanat à Château Ville-Vieille, abattoir de Guillestre) des producteurs et le potentiel de valorisation de certaines filières comme le lait (trois fromageries... qui importent du lait de l'extérieur du territoire), tout concourt à renforcer l'offre et ses moyens pour contrer la déprise dans une région pas si fermée, où les énergies citoyennes et de solidarité s'expriment. En atteste la tentative de création d'une monnaie locale ou le succès de l'association "Juste un Zest", qui contribue à soutenir les agriculteurs de Sicile.

Avec l'agriculture, *le tourisme est le moteur principal de l'économie locale*. Celui-ci marque dans une certaine mesure la capacité du territoire à s'exporter (voir le magasin en sortie d'autoroute à Ristolas). Autant les habitants eux-mêmes que les touristes (qui sont parfois des habitants six mois de l'année) sont à la recherche de produits locaux. D'un côté les défis du changement climatique (une opportunité pour les agriculteurs de montagne ?) et les attentes du consommateur prêt à trouver plus de bio produit localement obligent l'agriculture locale à s'adapter, d'un autre côté ces exigences pourraient produire un effet de levier pour faciliter le travail artisanal et l'installation (ou au moins leur maintien) d'agriculteurs. D'ailleurs il ressort comme une expression d'identité assez forte du territoire que celui-ci est riche de ses productions locales, et que la demande pour celle-ci reste élevée. Mais elle pourrait être satisfaite encore mieux grâce à *un rapprochement des consommateurs, friands de produits locaux, et parfois de*

contact direct, et des producteurs. Cela se vérifie pour les habitants, mais aussi pour les touristes, à la fois cible et demandeurs d'une production locale variée. D'un côté, il n'y a pas de problème d'écoulement de ces produits du fait de la demande. Mais l'approvisionnement peut poser problème à cause des distances et de l'éparpillement des lieux d'achat (magasins de producteurs, vente directe, marchés au village en été seulement dans le Queyras).

Un autre enjeu saillant est celui de la fracture. Le nom composé du territoire du Guillestrois-Queyras est révélateur de sa nature double, de sorte que l'enjeu est de *dépasser la fracture pour faire émerger les articulations ou les complémentarités possibles.* Les habitudes de consommation diffèrent, de même que les conditions de l'approvisionnement. Tout le monde s'entend bien sur la valeur sociale du marché, outre qu'il est le moyen le plus commode de retrouver directement les producteurs et leurs produits, mais tout le monde (à part à Guillestre) n'a pas la chance d'avoir un marché toute l'année. Dans le Queyras, *la mobilité est un problème*, a fortiori pour qui cherche des produits locaux ailleurs qu'au Proxi. Les habitudes d'achat, de déplacement et de conservation sont déterminées par l'éparpillement des lieux d'approvisionnement et la rareté des marchés. Aussi, le choix de l'efficacité peut expliquer que certains habitants du Queyras descendent jusqu'au « drive » d'Embrun sans s'arrêter à Guillestre (où l'on peut faire toutes ses courses à pied). Une autre fracture dans les habitudes de consommation semble se faire jour : on serait plus « bio » à Guillestre et plus « local » dans le Queyras. Enfin, le fait d'avoir son propre potager (fait qui semblerait plus fréquent dans le Queyras) peut aussi avoir son importance sur la manière de consommer.

Quoi qu'il en soit, ces fractures ne doivent pas occulter la réalité de pratiques d'entraide et d'échange informel typiques des milieux ruraux, ni la réalité d'aspiration à changer les choses (un jardin partagé à Guillestre ; jeunes couples venus d'ailleurs qui s'installent en colocation ; AMAP et regroupements équivalents avec QASALP⁴ par exemple). Pour certains, *l'enjeu serait même de créer quelque chose de neuf, en appui sur des savoir-faire anciens remis au goût du jour* (biodynamie) plutôt que de chercher à rendre durables les manières de vivre aujourd'hui. A cette aune, *le changement climatique oblige à repenser les pratiques en matière agricole ; pas sûr en fait que de ce point de vue le changement climatique soit une menace pour l'agriculture de montagne, mais plutôt une opportunité, à condition toutefois de prévoir des adaptations sur le plus long terme.* A cela s'ajoute un désir exprimé par certains habitants de transformation des manières tant de produire que de consommer, aussi dans nos manières de s'approvisionner. Au-delà de la seule agriculture ou des relations entre consommateurs et producteurs, cette transformation passe par *davantage d'utilisation des énergies renouvelables* : chaudière à bois pour les bâtiments publics, mini-stations hydroélectriques, serres installées sur les versants ensoleillés, etc.

Mais l'aspiration à de tels changements ne peut vraiment prendre forme qu'à condition que les populations, notamment les plus jeunes (scolaires), soient *sensibilisées aux enjeux croisés de la santé et de l'alimentation*. La santé se conçoit comme un tout, passant par le bien-être social, physique et psychologique des personnes. Aussi vrai qu'un système alimentaire se pense en termes tant logistiques qu'économiques, il ne faut pas pour autant en négliger la dimension culturelle. Au bout du compte, il s'agit bien d'un tout cohérent, par lequel peut s'accomplir *un véritable accompagnement de la transition agricole et alimentaire*, un tout par lequel s'articulent les actions des habitants (citoyens, consommateurs), d'associations, de commerçants et des producteurs agricoles, d'administrations publiques.

2.5. ... qui combinent solidarité et innovation

Ainsi, mobiliser toutes les ressources du territoire, y compris en glanant les fruits et les légumes dans la nature ou dans les champs après récolte, aider à la reprise des exploitations agricoles en valorisant localement, pour la population et pour les touristes, les produits du terroir, organiser la transformation sur place des produits animaux ou végétaux, par des infrastructures mobiles (abattoirs, conserverie, ...), ... ont été quelques-unes des idées innovantes émises (Figure 6).

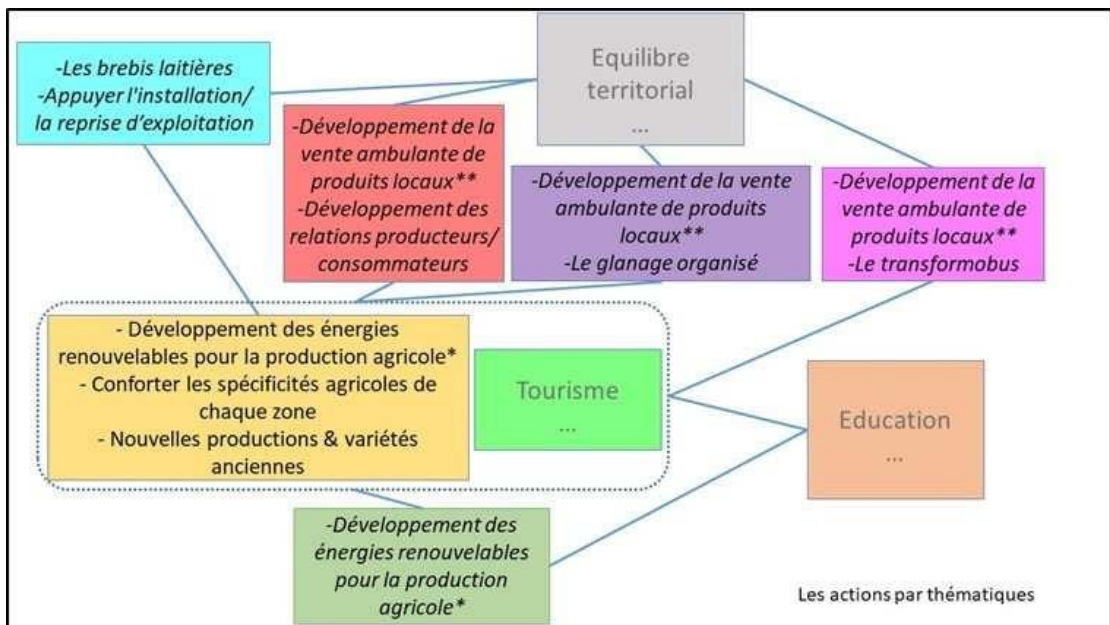


Figure 6. Les actions proposées en réponse aux enjeux

En fait, ce que les enquêtes auprès des habitants nous apprennent, c'est qu'il n'est pas nécessaire de faire des choses extraordinaires pour répondre aux enjeux agricoles et alimentaires d'un territoire. Il y a souvent, localement, un foisonnement d'initiatives et des pratiques adaptées aux caractéristiques du lieu. Ce qui importe, c'est beaucoup

plus de relier ces initiatives, pour faire sens globalement, à l'échelle de l'ensemble du territoire. Pour cela, des espaces de rencontre sont à conforter, comme les marchés, l'abattoir ou les lieux de distribution des achats groupés, mais aussi les jardins, les sièges d'associations ou les écoles, ... Il s'agit de réinventer les lieux de sociabilité qui existent déjà, en les rendant visibles et créatifs.

3. Hybridier les modèles alimentaires territoriaux

Nous l'avons expérimenté également avec le PAT du Grand Clermont et du PNR Livradois-Forez⁵ dans le cadre du projet INVENTER – Inventons nos territoires de demain⁶. Cela donne une portée générique aux observations dans le PNR du Queyras.

3.1. L'alimentation, un levier de développement territorial

L'approche se voulait intégratrice, prenant l'alimentation comme élément fédérateur du territoire (Lardon et al., 2017) et créatrice, pour inventer de nouveaux modèles de développement pour les territoires de demain. La reconnexion de l'agriculture et de l'alimentation au cœur des territoires (Lamine et Chiffolleau, 2012) pourrait en effet répondre aux différents enjeux du développement durable. Pour certains, ce processus offrirait une alternative au modèle agro-alimentaire dominant, concentré et globalisé (Deverre et Lamine, 2010), souvent associé à des interrogations relatives à la sécurité alimentaire, au déséquilibre des rapports de forces entre acteurs des filières et à des pratiques peu respectueuses de l'environnement. L'alimentation pourrait constituer ainsi un levier de développement territorial (Loudiyi et Houdart, 2019).

Dans le territoire du PAT du Grand Clermont et du PNR Livradois-Forez, nous avons questionné les mécanismes de reconnexion de l'alimentation au territoire, en nous saisissant d'une diversité de cas d'initiatives alimentaires, portées par des acteurs différents, aux périmètres d'action variable. Nous montrons que dans tous les cas, les ressources mobilisées sont territoriales, mais aussi extra-territoriales et les acteurs parties-prenantes sont divers, et portent des modèles agricoles et alimentaires différents (Houdart et al., 2019). Cette articulation d'échelles et de modèles est permise par l'émergence d'acteurs clés, qui contribuent à l'action collective dans les territoires (Amblard et al., 2018).

3.2. Accompagner la transition agricole et alimentaire

Ces formes d'organisation territoriale et les actions collectives proposées jouent sur la diversité des modèles alimentaires (Fournier et Touzard, 2017) et ancrent les systèmes alimentaires dans les territoires (Rastoin, 2015). Elles participent de la transition agricole et alimentaire (Rouillé d'Orfeuil, 2018).

Il ne s'agit pas seulement d'instruire la diversité des différentes expérimentations et la capacité des acteurs, localement, à faire émerger des initiatives. Il s'agit d'accompagner la transition, en particulier dans la mesure où la transversalité de la question alimentaire appelle d'autres transitions, énergétique, écologique, numérique ou encore démocratique. Les initiatives collectives locales.

3.3. Des modèles controversés aux modèles hybridés

Les changements opérés dans le territoire ne vont pas sans controverses, comme les oppositions urbain/rural, BIO/local, petite ville/montagne, mais s'appuient aussi sur des complémentarités et une mise en réseaux intra-territoriaux (comme l'abattoir) ou extra-territoriaux (comme l'association Juste un zeste) pour un projet alimentaire territorial intégré.

Dans le territoire du PAT du Grand Clermont et du PNR Livradois-Forez, les acteurs institutionnels ont du mal à hybrider leurs modèles (Lardon et al., 2016), à partir de la vision de l'articulation d'un espace de production avec un espace de consommation, portée par le Grand Clermont et celle d'un réseau d'initiatives périphériques, portée par le PNR Livradois-Forez. Pourtant, il est possible de concevoir un modèle hybride, qui joue sur les complémentarités urbain-rural en mettant en réseau les différentes initiatives ancrées dans le territoire (Figure 7).

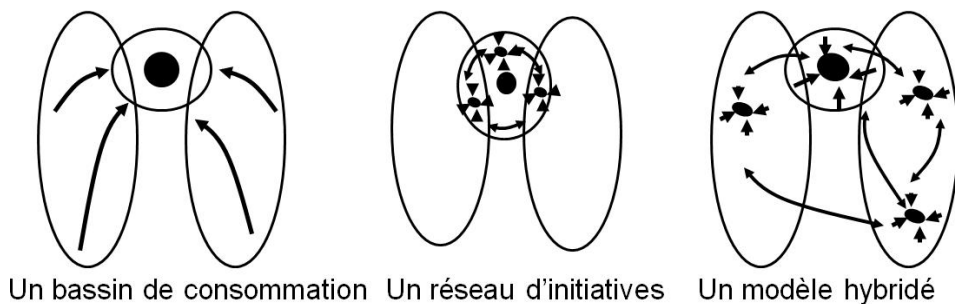


Figure 7. Différents modèles de développement pour les territoires urbains et ruraux

Pourtant, dans les ateliers participatifs, les acteurs locaux ont eux-mêmes élaboré ce modèle hybride qu'ils ont étendu à l'ensemble du territoire, qu'il soit urbain ou rural, de plaine comme de montagne (Figure 8).

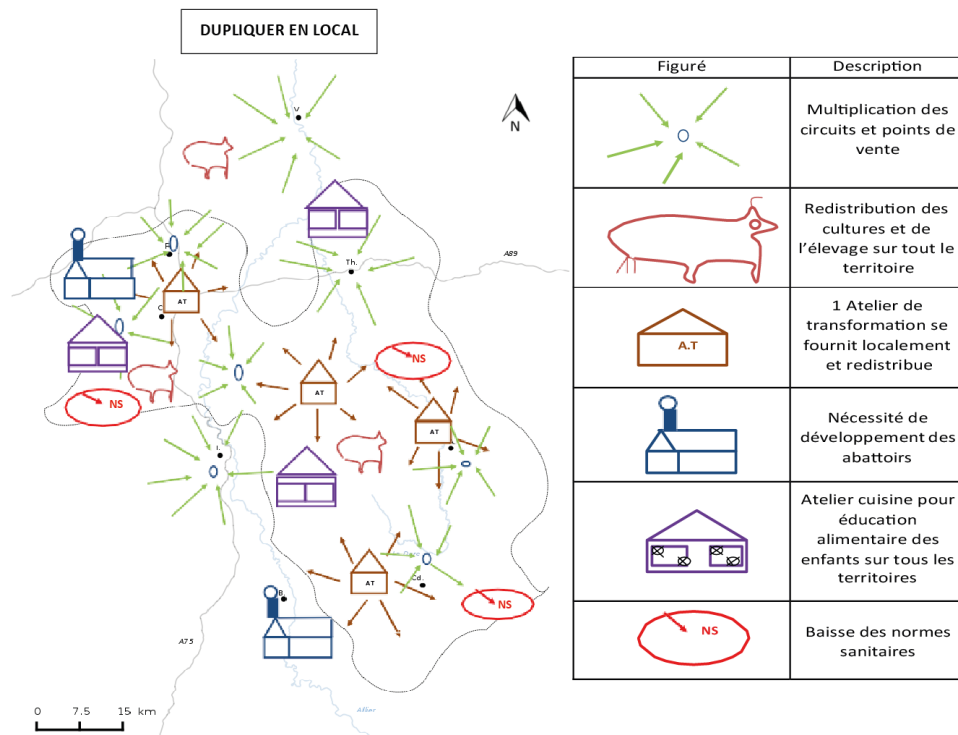


Figure 8. Un des scénarios élaborés par les acteurs du territoire : « Dupliquer en local »

Conclusion – Et si les innovations alimentaires étaient rurales ?

Ainsi, dans le Livradois-Forez comme dans le Queyras, ce qui fait la richesse des projets alimentaires territoriaux, c'est la capacité qu'ont les acteurs ruraux à innover dans leur territoire et à s'adosser aux villes, moyenne comme Clermont ou petite comme Guillestre, pour dépasser le clivage urbain-rural et inventer un nouveau modèle de développement territorial.

Il y a co-existence des modèles agricoles et alimentaires (Gasselin et al., 2021), sans opposition systématique entre un modèle alimentaire dominant et un modèle alternatif à l'échelle des territoires (Le Velly, 2017). La multiplicité des mondes, des valeurs, sous-tendent l'action individuelle et collective dans les processus de transition (Cayre et al. 2018 ; Gwiazdzinski, 2016).

Ainsi, il convient de concevoir un PAT comme on cultive son jardin, en laissant le temps aux plantes de pousser, en leur apportant soin et nourriture, et en prenant plaisir à les faire fructifier. Les semences sont déjà là, il faut s'en occuper !

Notes

¹ Voir le site du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, "Comment construire son projet alimentaire territorial ?" article publié le 08/12/2017, consulté en février 2019, URL :

<https://agriculture.gouv.fr/comment-construire-son-projet-alimentaire-territorial>.

² Objectifs tirés du document "Projet de Territoire", PETR, 2017, p.42.

³ Voir le site internet du Ministère de la Transition écologique et solidaire, consulté en Février 2019, URL : <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/territoires-zero-dechet-zero-gaspillage>.

⁴ Queyras Association de Soutien à l'Agriculture Locale et Paysanne (AMAP de Château-Ville-Vieille).

⁵ <http://www.legrandclermont.com/projet-alimentaire-territorial>

⁶ <http://www6.inra.fr/psdr-inventer/>

Déclaration de divulgation

Aucun conflit d'intérêts potentiel n'a été signalé par les auteurs.

ORCID

Sylvie Lardon  <https://orcid.org/0000-0001-6731-001X>

Références

- ACTERRA, Bletterie, X., & Lardon, S. (2019). Habitudes alimentaires des habitants du Guillestrois-Queyras et pistes d'action pour un PAT. Plaquette AgroParisTech, 48p.
- Amblard, L., Berthomé, K., Houdart, M., & Lardon S. (2018). L'action collective dans les territoires : questions structurantes et fronts de recherche. *Revue Géographie Economie Société*, 20(2), 227–246.
- Billion, C. (2018). Rôle des acteurs du commerce et de la distribution dans les processus de gouvernance alimentaire territoriale. Thèse en géographie sous la direction de Lardon S., Baritoux V., & Loudiyi S., Ecole Doctorale LSHS, Université Clermont Auvergne, Clermont-Ferrand, 282 p + Annexes.
- Bletterie, X. (2017). Un projet alimentaire territorial pour répondre aux engagements de la Charte du Parc naturel régional du Queyras, source potentielle de légitimité ? Thèse professionnelle mastère spécialisé AgroParisTech ACTERRA, 70 pages.
- Bonin, M., Caron, P., Thinon, P., Cheylan, J-P., & Clouet Y. (2001). Territoire, zonage et modélisation graphique : recherche-action et apprentissage. *Géocarrefour* 76(3), 241–52.
- Brunet, R. (1986). La carte-modèle et les chorèmes. *Mappemonde*, 4, 2–6.
- Cayre, P., Michaud, A., Theau, J.-P. & Rigolot, C. (2018). The coexistence of multiple worldviews in livestock farming drives agroecological transition. A case study in french Protected Designation of Origin (PDO) cheese mountain areas. *Sustainability*, 10(4):1097.
- Deverre, C., & Lamine, C. (2010). Les systèmes agroalimentaires alternatifs : une revue de travaux anglophones en sciences sociales. *Economie Rurale*, 317, 57–73.
- Di Meo, G. (ed.) (1996). *Les territoires du quotidien*. Paris : L'harmattan.
- Fournier, S., & Touzard, J.-M. (2014). « La complexité des systèmes alimentaires : un atout pour la sécurité alimentaire? ». *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, 14(1), 14840.
- Gasselin, P., Lardon, S., Cerdan, C., Loudiyi, S., & Sautier, D. (2021). . Coexistence et confrontation des modèles agricoles et alimentaires. *Nature et société*. Quae, 395 pages. doi: 10.35690/978-2-7592-3243-7. URL <https://hal.inrae.fr/hal-03146102>
- Gwiazdzinski, L. (ed.) (2016). *L'hybridation des mondes. Territoires et organisations à l'épreuve de l'hybridation*. Grenoble : Elya Editions.

- Houdart, M., Baritoux, V., Iceri V., Lardon, S., Le Bel, M., Loudiyi, S. (2019). Factors and modalities of the territorial anchoring of food: lessons learned from the cross-analysis of food initiatives. Colloque ERSA Lyon, Aout 2019.
- Iceri, V., & Lardon, S. (2018). L'organisation socio spatiale, un commun pour le développement territorial. Le cas d'une communauté au Brésil. *Espaces et Sociétés*, 175(4), 87–104.
- Lamine, C., & Chiffolleau, Y. (2012). Reconnecter agriculture et alimentation dans les territoires : dynamiques et défis. *Pour*, 215-216(3-4), 85–92.
- Lamine, C., Renting H., Rossi, A., Wiskerke, J.S.C., & Brunori, G. (2012). Agri-food systems and territorial development: innovations, new dynamics and changing governance mechanisms, in Darnhofer et al (ed.) – *Farming Systems Research into the 21st Century: the new dynamic*. Springer, pp. 229–256.
- Lardon, S. (2015). L'agriculture comme potentiel de développement des territoires péri-urbains. Analyse par les configurations socio-spatiales. *Articulo - Journal of Urban Research*, Special issue 6, 2673.
- Lardon, S. (2013). Le « jeu de territoire », un outil de coordination des acteurs locaux. *Revue FaçSADe*, 38, 1–4.
- Lardon, S., Loudiyi, S., Cournut, E., & Fournier, J. (2012). Les configurations socio-spatiales : outil et dispositif de gouvernance des territoires. *Revue d'Auvergne*, 602-603, 295-310.
- Lardon, S., Houdart, M., Loudiyi, S., Filippini, R., & Marraccini, E. (2017). Food, integrating urban and agricultural dynamics in Pisa, Italy. In Perrin C., Soulard C. & Valette E. (ed.) – *Toward sustainable relations between agriculture and the city*. Cham: Springer, pp. 15–31.
- Lardon, S., Houdart, M., Lievre, P., & Vergnaud, D. (2016). Les controverses du jeu de territoire INVENTER sur la place de l'alimentation dans les enjeux de développement territorial. Ecole-Chercheurs PSDR4. 15–18 Novembre 2016, Aspet.
- Lardon, S., & Piveteau, V. (2005) Méthodologie de diagnostic pour le projet de territoire : une approche par les modèles spatiaux. *Géocarrefour*, 80(2), 75–90.
- Le Velly, R. (2017). *Sociologie des systèmes alimentaires alternatifs. Une promesse de différence*. Collection Sciences Sociales. Paris: Presses des Mines.
- Loudiyi, S., & Houdart, M. (2019). L'alimentation comme levier de développement territorial ? Réflexions tirées de l'analyse processuelle de deux démarches territoriales. *Economie Rurale*, 367, 29–44. <https://doi.org/10.4000/economierurale.6463>
- Ostrom, E. (2010). *Gouvernance des biens communs pour une nouvelle approche des ressources naturelles*. Bruxelles : De Boeck.
- Rastoin, J.-L. (2015). Les systèmes alimentaires territorialisés : considérations théoriques et justifications empiriques. *Economies et Sociétés*, 49(8), 1155–1164.
- Rouille d'Orfeuilh, H. (2018). *Transition agricole et alimentaire, La revanche des territoires*, IRG. Paris: Charles-Léopold Meyer.
- Trimech, A., & Lardon, S. (2021). Les cartes à dire d'acteurs et les chorèmes comme outils de construction d'un diagnostic partagé des pratiques d'approvisionnement alimentaire dans le territoire. Dans M. FOURNIER et F. TROIN (eds.), *Cartographies en mouvement. Parcours sensibles, narration et participation*, Presses Universitaires Blaise Pascal, Territoires 4, pp. 279–301.